

A Cotonou, les délégations africaines ont été au cœur du 17^e Forum social mondial. Mais la répression des autorités a découragé la participation de la société civile béninoise

Bilan contrasté pour le Forum social

GUY ZURKINDEN

Forum social mondial ► Malgré des entraves et des menaces d'interdiction peu avant son ouverture (lire notre édition du 6 août), le 17^e Forum social mondial (FSM) s'est finalement tenu du 6 au 8 août à Cotonou, sur le campus universitaire d'Abomey-Calavi. Selon les organisateur·ices, environ 3000 personnes y ont participé, venues d'une centaine de pays. D'abord bloquées à la frontière, les trois caravanes pour le droit à la terre et à l'eau, réunissant environ 500 personnes venues d'Afrique centrale et de l'Ouest, ont finalement pu gagner la capitale béninoise et participer aux débats.

Au micro de Radio France Internationale, le secrétaire du Conseil international du FSM, Fabien Cohen, tirait un bilan positif d'un événement qui a rappelé la nécessité de tisser une solidarité entre les peuples. Et de saluer un cadre qui a permis de discuter de problématiques communes, tout en respectant la diversité des luttes et alternatives.

Membre du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), présent au forum avec une quarantaine de délégué·es issu·es de 25 pays, en majorité d'Afrique, Eric Toussaint confirme que les discussions nourries ont permis de confirmer l'existence de convergences importantes entre les militant·es et organisations réunies. Et de souligner, entre autres, la prise de conscience d'un tournant mondial répressif, de l'existence d'une nouvelle crise de la dette, du dérèglement climatique affectant des centaines de millions de personnes, de la fragilité des systèmes sanitaires, démontrée notamment par la progression du virus Ebola dans l'est du Congo – une maladie meurtrière mais dont les entreprises pharmaceutiques se désintéressent. La répression des personnes migrantes et la criminalisation des populations LGBTQI+ ont aussi occupé les débats.

Un forum sous pressions

Malgré la qualité des discussions, le bilan global de l'exercice n'est pas satisfaisant aux yeux du CADTM. «Nous avons organisé de nombreux ateliers, mais sans toucher la population locale ni les médias béninois, qui n'ont quasiment pas évoqué le FSM», souligne Eric Toussaint. Ce dernier y voit l'effet des pressions exercées par les autorités sur la société civile béninoise, qui ont



Arrivées à Cotonou après avoir été bloquées à la frontière, les caravanes pour le droit à l'eau, à la terre et aux semences ont grandement contribué à la dynamique du 17^e Forum social mondial. Le rendez-vous altermondialiste s'est tenu du 6 au 8 août dans la capitale béninoise, après avoir été menacé d'interdiction. GUILLAUME DURIN

été accompagnées par le refoulement de plusieurs participant·es ayant fait le déplacement depuis Haïti, l'Ouganda, la Suède, la Finlande ou encore l'Allemagne.

«Nous avons organisé de nombreux ateliers, mais sans toucher la population locale ni les médias béninois»

Eric Toussaint

Quant à la délégation russe, composée d'opposant·es au régime de Vladimir Poutine, elle s'est carrément fait refuser le visa d'entrée au Bénin. En plus d'empêcher la manifestation d'ouverture et de repousser de deux jours l'ouverture du FSM, cette attitude répressive

a drastiquement limité l'information donnée au public. Conséquence: «Les autorités ont réussi à marginaliser cet important événement, y compris au sein du site universitaire où il s'est déroulé. Cela a donné au forum un caractère hors-sol, déconnecté de la population locale», regrette le militant. Il note le contraste avec le précédent FSM qui s'était tenu en 2024 à Katmandou, au Népal. «Cette édition avait été marquée par une participation massive de la jeunesse, notamment sur le campus de l'uni de Katmandou. Et la marche d'ouverture avait réuni 13 000 personnes, avec une forte présence des secteurs les plus pauvres de la société népalaise.»

L'Afrique au centre

Pierre Patelli, représentant du Centre Europe Tiers-Monde (Cetim) à Cotonou, jette un regard globalement positif sur le FSM 2026. Il relève une «réorientation inédite des dynamiques» au sein du Forum social mondial, dans un contexte marqué par des manœuvres politiques

ainsi que des obstacles logistiques: «Pour la première fois, l'Afrique s'est positionnée au centre absolu des travaux. Les délégations venues du centre et de l'ouest du continent ont composé la majorité des participants, conférant une énergie nouvelle au rassemblement.» La faible représentation des acteurs non africains à cette édition, notamment celle des organisations européennes, a imposé en parallèle un débat sur la «nécessité de repenser la gestion du FSM, en s'articulant autour des dynamiques du Sud Global». Le militant souligne aussi les difficultés posées à la mobilisation de la société civile béninoise par la répression des autorités.

Egalement présent à Cotonou, Guillaume Durin, membre du collectif BreakFree Suisse, tire un bilan «contrasté» de l'événement. En plus des entraves posées par le gouvernement, il évoque des problèmes organisationnels qui ont empêché la tenue de certains ateliers. A ses yeux, l'arrivée à Cotonou des trois caravanes africaines pour la terre et

l'eau a représenté une victoire pour les mouvements sociaux. «C'est le fruit de la pression sur l'exécutif béninois. Ces organisations africaines ont ensuite pu tenir des sessions sur leurs luttes, qui ont été des points forts de ce forum.»

Si les difficultés rencontrées par cette édition risquent d'alimenter certaines critiques pointant depuis quelques années les limites d'un forum qui n'a plus la même force d'attraction qu'à ses débuts, Guillaume Durin rappelle que le FSM permet une mise en réseau fondamentale pour le mouvement altermondialiste. «C'est un acquis à défendre.

Sur le thème de la résistance contre les *data centers*, nous avons pu échanger avec des opposant·es indien·es en lutte contre l'établissement d'un tel centre. Il s'agit de contacts précieux.» La prochaine édition se tiendra en 2028, dans un lieu à déterminer. «Des organisations colombiennes se sont portées candidates. Mais les instances du FSM doivent encore prendre leur décision», précise Eric Toussaint. I

Au Pérou, la société civile au secours de l'Etat

Jeunesse ► L'association Kallpa favorise les politiques publiques en faveur des adolescent·es dans les campagnes péruviennes. Avec le soutien de la Fédération genevoise de coopération.

Que faire quand l'Etat est déficient en matière de services publics? Au Pérou, en zone rurale, l'association Kallpa, soutenue depuis Genève par la Fédération genevoise de coopération (FGC), a trouvé des réponses. Avec son projet Promotion du développement de l'adolescent rural (Prodea), l'organisation soutient directement des jeunes, tout en favorisant les politiques publiques en leur faveur, dans plusieurs domaines: renforcement des programmes éducatifs, santé nutritionnelle, reproductive et mentale, orientation professionnelle, entrepreneuriat, prévention des grossesses non désirées, etc. Elle se propose également d'articuler les programmes publics en faveur des adolescent·es, trop souvent effectués sans coordination effective, selon l'association. Le projet a démarré il y a dix ans dans la province andine d'Acomayo

(département de Cuzco), au sein de trois institutions éducatives. Avant d'être progressivement étendu à treize autres.

Deux responsables de Kallpa étaient de passage à Genève ce printemps pour partager cette expérience prometteuse. «Nous avons commencé petit, en nous rendant dans des écoles d'Acomayo pour travailler avec les professeur·es sur une proposition intégrale en faveur des adolescent·es», raconte Shirley Palomino, responsable du projet Prodea. L'association est motivée par le constat que 16% des élèves du secondaire présentent un retard scolaire en zone rurale, alors qu'en ville ce chiffre n'est que de 4%. De même, seuls 77,9% des étudiant·es terminent leur cursus dans les campagnes, contre 89,3% dans les régions urbaines. Enfin, dans certaines zones reculées, près de 23% des adolescent·es ont connu une grossesse.

Le soutien aux jeunes est souvent déterminant pour leur avenir, souligne Rocío Roncal, directrice exécutive de Kallpa. «Ceux et celles qui n'étudient pas, 22% environ, s'exposent à

de nombreux risques. Maltraitance, violence, abandon, addictions. Il est donc essentiel de les former, afin qu'ils et elles puissent se lancer dans une activité indépendante ou améliorer la situation financière de leur famille.»

Elle montre un dépliant racontant l'histoire d'un enfant que l'association a accompagné, photographié dans une serre rutilante: «Grâce au programme, il a pu rendre florissants la culture et le commerce de fraises de sa famille; il a appris à faire un business plan et promouvoir la commercialisation des produits sur les marchés locaux et provinciaux», explique Rocío Roncal.

Prodea est un «modèle», insistent nos interlocutrices, dans le sens d'un cadre de travail à suivre. «Les services de l'Etat voient que nous offrons une intervention intégrale pour les adolescent·es, pas seulement la santé, l'éducation ou l'emploi de manière séparée; ils se rendent compte de la pertinence de notre stratégie et adoptent certaines de nos méthodes.» Des guides pratiques sur différents thèmes sont publiés conjointement

et portent les logos des différents services concernés et de l'association, que ce soit sur l'amour et la sexualité (l'un est illustré par le dessinateur genevois Zep), ou l'entrepreneuriat et le négoce. Les résultats sont au rendez-vous et Kallpa est en discussion avec les autorités pour étendre le modèle à l'ensemble du pays, dans l'idée de favoriser la participation citoyenne. Cet apport peut contribuer également à la stabilité des programmes dans un contexte politique volatile. Les administrations publiques font souvent les frais de nouveaux élus qui n'assurent pas toujours la continuité, mais tendent à placer leurs fidèles et leurs proches. La société civile veille au grain.

CHRISTOPHE KOESSLER

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.